

DECLARATION DE KINSHASA

Nous, Présidents et représentants des instances de régulation de la communication et des médias en Afrique centrale, réunis du 21 au 24 juin 2022 à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), dans le cadre du « Forum régional pour le développement d'un projet de stratégie régionale et de plan d'action pour la prévention et la lutte contre les discours de haine en Afrique centrale » ;

Particulièrement préoccupés par l'omniprésence des contenus haineux dans les médias classiques et numériques ainsi que par les manipulations de l'information et les risques d'aggravation des conflits qui en résultent ;

Egalement préoccupés par les difficultés liées à la régulation à l'ère d'internet et des réseaux sociaux ;

Conscients des exigences d'encadrement ou de sanction et de la nécessité de promouvoir la liberté d'expression et d'opinion face à la montée croissante des discours de haine dans divers supports de communication en Afrique centrale ;

Reconnaissant l'importance des activités et actions de sensibilisation, de partage d'expériences et de renforcement des capacités dans les domaines de la communication et de l'information ;

1. Regrettons le rendez-vous manqué de N'Djamena, au Tchad, où le Forum qui nous était dédié n'a pas pu avoir lieu, malgré les dispositions prises par le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), la Haute autorité des médias et de l'audiovisuel (HAMA) et le Gouvernement de transition du Tchad, pour sa tenue effective ; **Présentons** officiellement nos sincères excuses à l'UNOCA, aux hautes autorités du Tchad et à toutes les autres parties prenantes concernées pour la gêne occasionnée par cette situation dont la Plateforme des régulateurs de la communication et des médias de l'Afrique centrale assume la responsabilité ;

2. Saluons la tenue du Forum de Kinshasa et exprimons notre gratitude à la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) et à l'UNOCA qui en sont les initiateurs ;

3. Exprimons également notre profonde gratitude aux institutions et partenaires qui ont contribué à la mise en œuvre de cette activité, notamment le Gouvernement congolais, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale, le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme en RDC, le Bureau de l'UNESCO pour l'Afrique centrale et le Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la prévention du génocide et la responsabilité de protéger (OSAPG) ;

4. Faisons part de notre entière satisfaction pour la qualité des échanges et des discussions ainsi que pour la pertinence des interventions sur les sujets d'intérêt commun en rapport avec nos défis quotidiens ;

5. Prenons davantage conscience du rôle des organes de régulation dans la gestion des tensions découlant des productions médiatiques incitant à la haine ou mettant en péril la cohésion sociale ; et **réaffirmons** notre engagement à y faire face en respectant la liberté d'expression ;

6. Endossons la démarche des participants au Forum tenu à Bangui du 26 au 29 avril 2022, et concernant l'urgence d'une « mobilisation des ressources pour soutenir le travail des principaux acteurs des médias numériques et des instances de régulation et d'autorégulation » ;

7. Soulignons la nécessité de développer, de mettre en place ou de renforcer le système de co-régulation des contenus des médias, y compris ceux des plateformes créées et animées par des journalistes ;

8. **Plaidons** pour que les Etats membres de la CEEAC adoptent une réglementation communautaire sur la prévention et la lutte contre les discours de haine en Afrique centrale ;

9. **Nous engageons** fermement à contribuer à la poursuite du processus de validation et de mise en œuvre du projet de stratégie régionale de prévention et de lutte contre les discours de haine en Afrique centrale adopté lors du Forum de Kinshasa ; A cet égard, **apportons** notre appui à la proposition du Ministre centrafricain de la Communication et des Médias relative à l'organisation d'un Forum régional de ses homologues d'Afrique centrale en vue de la « mise en place d'un cadre juridique commun afin de lutter efficacement contre ce fléau [discours et incitation à la haine] ».

10. **Exprimons** le vœu que ce Forum régional des Ministres de la Communication et des Médias d'Afrique centrale permette de faciliter l'endossement politique, par nos hautes autorités, du projet de stratégie régionale afin d'en faire un document stratégique et programmatique au service de tous les Etats membres de la CEEAC ;

11. **Réitérons** notre engagement à organiser une rencontre de la Plateforme des régulateurs de la communication et des médias de l'espace CEEAC et autres parties prenantes, pour la vulgarisation du projet de stratégie régionale et du plan d'action pour la prévention et la lutte contre les discours de haine dans notre sous-région ;

12. **Sollicitons** le soutien des institutions nationales compétentes ainsi que l'appui des organisations régionales et internationales, y compris la CEEAC, l'OIF, l'UNOCA et toutes les autres entités onusiennes mobilisées pour le succès du Forum de Kinshasa, pour l'établissement et le développement des partenariats solides avec les entreprises en charge des réseaux sociaux, notamment Facebook, Twitter, YouTube, TikTok, etc ;

13. Dans le même ordre d'idées, **lançons** un appel pour un accompagnement en vue du lancement d'un *Forum annuel des régulateurs sur les questions de paix et sécurité en Afrique centrale* afin de contribuer à la recherche des solutions durables aux défis de gouvernance qui interpellent les pays de la sous-région ; Dans cette perspective, **exprimons** le vœu de nouer des partenariats formels et dynamiques avec la CEEAC et toutes les autres organisations régionales et internationales oeuvrant pour la paix et le développement de notre sous-région.

Fait à Kinshasa, le 24 juin 2022

Les Présidents et représentants des ^{Instances} ~~organes~~ de régulation d'Afrique centrale au Forum de Kinshasa

| No | Noms et prénoms | Institutions | Qualité | Signatures |
|----|----------------------|--------------|---------------|------------|
| 1 | Mvouo Philippe | CSLC | Président | |
| 2 | NDOMBI Christophe | CSAC | Président | |
| 3 | YAPANDE Nello | HCC | Représentante | |
| 4 | Timothée Bourdiengui | HAC | Représentant | |
| 5 | ALI NAKAMAT MBODJI | KAMA | Représentant | |
| 6 | SERGE NSANGO NTONE | CNC CAMEROUN | Représentant | |
| 7 | Vestine NATHIMANA | CNC/BURUNDI | Présidente | |